Delecey de Recourt

DE

L'IMPASSE POLITIQUE

ACTUELLE

PARIS

CH. TANERA, ÉDITEUR

Rue de Savoie, 6

ET CHEZ LES PRINCIPAUX LIBRAIRES

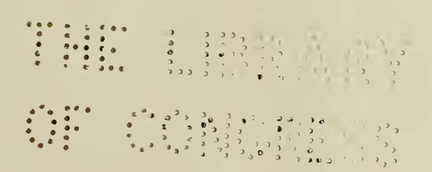
—

1869

DE

L'IMPASSE POLITIQUE

ACTUELLE



PARIS

CH. TANERA, ÉDITEUR

Rue de Savoie, 6

ET CHEZ LES PRINCIPAUX LIBRAIRES

—

1869

PARIS. — IMP. E. MARTINET, RUE MIGNON, 2.



DE
L'IMPASSE POLITIQUE
ACTUELLE

Que la politique de l'Europe soit dans une impasse, c'est ce que personne ne contestera.

Faisons le tour de notre vieux Continent.

La France a fait la guerre de Crimée pour régler la question d'Orient. La question d'Orient est plus béante que jamais.

Elle a fait la guerre d'Italie et créé l'unité italienne. A-t-elle bien ou mal fait ? Les avis sont partagés.

Nous ne voulons rien exagérer. Selon nous, l'Italie unie n'est point, comme on l'a dit, un danger pour la France ; mais elle n'est pas non plus un avantage. Une fédération d'États indépendants aurait mieux convenu et à l'Italie et à la France, que l'unification un peu artificielle qui laisse peser sur toutes deux le lourd fardeau du déficit financier, de l'anarchie menaçante et de la question romaine. Toutefois, les faits sont accomplis. Leurs conséquences n'ont pas été favorables. On a établi une corrélation entre l'unité italienne et l'unité allemande. La liaison, sans être directe, n'en existe pas moins réellement. Quand on

plante un cerisier, il ne faut pas être surpris de voir pousser des cerises. Bismark est la contrefaçon de Cavour, revue, corrigée et augmentée. L'un a procédé de l'autre, et, sans le premier, le second n'aurait probablement pas été ce qu'il est. Est-ce à dire que l'un a été la conséquence nécessaire, forcée, inévitable de l'autre ?

Non, assurément. C'est violenter l'histoire que de lui prêter ces fatalités. Mais il y un enchaînement de cause à effet.

L'unité italienne a été le produit d'une politique d'entraînement plutôt que de calcul. C'est cette même politique sans prévoyance, ou plutôt dédaigneuse des traditions permanentes de la *statique politique*, qui a produit l'unité allemande.

Il est facile de le prouver en suivant les faits dans leur développement logique.

La guerre de Crimée avait dissous l'ancienne Europe. Ce n'était pas un mal, puisque cette Europe s'était constituée dans une pensée hostile à la France. A la paix de Paris, on était en face d'une situation nouvelle.

L'alliance anglaise n'avait pas survécu à la guerre. Les événements d'Italie l'avaient ébranlée. Ceux de Syrie, et plus tard ceux du Mexique, achevèrent de la dénouer. La Vénétie restait une pierre d'achoppement avec l'Autriche. Le rêve grandiose des alliances latines n'était pas destiné à se réaliser. Il ne restait à la France que l'amitié de la Russie, amitié de fraîche date, peu éprouvée et consolidée, mais qui avait été utile pendant la guerre d'Italie en retenant l'Allemagne dans la neutralité, et, lors de l'annexion de la Savoie, en empêchant une tentative de coalition européenne.

Cette amitié était un épouvantail pour l'Europe et pour l'Angleterre. Cela seul suffisait pour en signaler l'importance. Que dit le proverbe ? « Si tu veux savoir ce que tu dois faire, cherche ce qui déplaît à ton ennemi. »

Les puissances ne devaient pas avoir de relâche avant d'avoir brisé cette alliance formidable qui pouvait rendre la France et la Russie arbitres du Continent. La question polonaise les servit à souhait.

Les mêmes entraînements respectables, mais impolitiques, qui avaient présidé à la création de l'unité italienne, amenèrent la tentative de restauration polonaise.

On en connaît l'issue. L'Angleterre et l'Autriche, satisfaites d'avoir rompu l'alliance entre la France et la Russie, s'arrêtèrent à moitié chemin. La France, abandonnée comme au Mexique, resta seule sur le terrain, en face de la Russie, non plus du gouvernement, mais de la nation russe, mortellement offensée dans son amitié méconnue, blessée dans ses intérêts vitaux.

La Prusse, cependant, guettait l'occasion de réaliser la pensée de Frédéric II, le rêve de ses successeurs, l'aspiration constante de sa politique. Depuis cinquante ans, elle s'y préparait en silence, avec cette patience germanique qui vient à bout de tout. Déjà une fois, en 1848, elle avait cru le moment venu, le Sleswig-Holstein était entre ses mains, la couronne impériale à ses pieds. Mais la Russie était là qui veillait, dans tout le prestige de sa force et de son respect, pour les grandes traditions politiques. La Prusse fut obligée de rengaîner ses ambitions.

En 1865, la situation lui amenait des chances inespérées. L'antique Europe, gardienne de son équilibre, était morte. L'Angleterre marchandait dans sa conscience entre son at-

tachement pour le Danemark et les avantages d'une grande Prusse, protestante, constitutionnelle, militaire, offrant un point d'appui continental à la fois contre la France et contre la Russie.

Ces deux dernières puissances étaient irrévocablement séparées par la question polonaise. Seule, la Russie était hors d'état de maintenir la tradition. Profondément dégoûtée des interventions dans les affaires européennnes, elle était absorbée chez elle par des travaux importants.

Qui donc pouvait faire obstacle à la Prusse?

Cette situation était si claire que l'initiative ambitieuse est d'abord née à Vienne. On se souvient encore de ce congrès des Princes convoqué à Francfort, dans l'été de 1863, sous les auspices de l'empereur d'Autriche, et qui, sous le solennel apparat d'un cérémonial emprunté au moyen âge, chercha à faire revivre les glorieuses traditions du Saint-Empire. L'Autriche n'était pas de force à reconstruire ce grand édifice; mais cette tentative fut la goutte d'eau qui fit déborder le vase.

O histoire! que tes leçons sont éloquentes dans leur simplicité pour qui sait interroger tes oracles!

Un jour, c'était en 1779, l'empereur d'Autriche, Joseph II, conçut le projet de rendre à l'empire des Hapsbourg son ancien éclat un peu terni par la guerre de Sept-Ans. L'Autriche avait possédé la Silésie; il entreprit de faire au midi de l'Allemagne précisément ce que la Prusse vient de faire au nord, c'est-à-dire d'englober sous son hégémonie allemande et catholique tous les États du Sud, de sorte que l'empire d'Autriche se fût étendu des Carpathes jusqu'au Rhin. La succession de Bavière venait de s'ouvrir. Toutes les ambitions et les rivalités germaniques étaient en jeu. Joseph II

voulait échanger les districts bavarois contre les possessions autrichiennes dans les Pays-Bas, possessions excentriques, difficiles à garder, qui étaient plutôt une charge qu'un élément de force pour la monarchie.

Frédéric II s'opposa énergiquement à ce projet qui eût assuré à l'Autriche la prépondérance en Allemagne. Il forma une ligue des princes allemands menacés comme lui par l'ambition autrichienne. La guerre s'alluma. Mais il y avait alors à Paris et à Saint-Pétersbourg des cabinets fidèles aux grandes traditions politiques, dont la raison n'était pas fourvoyée par des utopies sentimentales. Ils comprirent que ce qui se passait au centre de l'Europe ne pouvait pas être indifférent aux deux extrémités. Louis XVI, quoique lié à l'Autriche par le traité d'alliance de 1756, lui refusa son concours. L'impératrice Catherine II, quoique déjà brouillée avec Frédéric II, sentit la nécessité d'intervenir en sa faveur. Cet intérêt commun rapprocha les deux cabinets de Versailles et de Saint-Pétersbourg. Ils interposèrent leur médiation qui fut acceptée. Un congrès se réunit à Teschen. La Russie y était représentée par le prince Repnin, la France par le baron de Breteuil. Les deux plénipotentiaires se concertèrent pour amener une solution qui maintînt un juste équilibre entre la Prusse et l'Autriche, et sauvegardât l'indépendance des princes allemands.

Que pouvait Joseph II contre la médiation de deux grandes puissances qui prenaient l'Allemagne comme dans un étau, et qui, s'inspirant d'une pensée générale de paix, de droit et d'équilibre, s'appuyaient sur la majorité des princes allemands?

La paix fut conclue, l'Allemagne préservée; l'Europe

conserva intacte la balance des forces indispensables à sa sécurité.

Voilà de la grande, de la bonne politique!

Mais en 1866, la bonne politique se faisait à Berlin; Paris et Pétersbourg ne s'entendaient point. Londres regardait et laissait faire. On assure qu'à ce moment, le cabinet russe proposa un concert des grandes puissances neutres pour interposer le contrôle moral de la grande Europe dans une question éminemment européenne de droit et de fait.

S'il en est ainsi, cela lui fait honneur.

Mais à Paris, on était encore sous l'impression des rancunes polonaises et des engouements italiens. On refusa d'intervenir avec l'Angleterre pour sauver le Danemark, sous le prétexte que le cabinet de Londres avait refusé d'intervenir pour sauver la Pologne.

On refusa également de se joindre à la Russie pour faire entendre la voix de la grande Europe. On fit de l'agiotage politique. On marchanda Venise à l'Autriche, et des compensations sur le Rhin à la Prusse. On attendit le résultat pour se lier avec le vainqueur. Et c'est ainsi qu'on laissa s'accomplir en six semaines ce que l'Europe avait lutté pendant des siècles pour empêcher.

Ne récriminons pas. On ne croyait pas à une issue si rapide, on n'admettait pas l'ineptie de l'Autriche, on se trompait sur sa force militaire, on croyait à des succès balancés qui laisseraient les deux adversaires fatigués à la discrétion d'un tiers intervenant.

Il n'y a pas d'erreurs qui ne puissent se justifier ou s'expliquer. L'important toutefois, c'est de constater le fait et d'en tirer la leçon. Le fait, c'est que la France a fait du

sentiment, de l'utopie politique. Pendant ce temps, elle a perdu de vue la réalité des choses. Celles-ci ont suivi leur cours. Les causes ont engendré les effets. L'Italie a produit la Pologne. Celle-ci, rompant tous les freins continentaux, a laissé le champ libre à la Prusse, et la grande Allemagne s'est fondée.

Ce qui en est résulté, tout le monde le voit, le sent. C'est une impasse. Laissons de côté le chauvinisme, l'amour-propre blessé. En politique, c'est un mauvais conseiller.

De fait, la France se sent gênée par la grande Prusse. Les conditions d'équilibre sont gravement altérées au centre de l'Europe. Les extrémités s'en ressentent : c'est inévitable. Croit-on que la Russie soit bien à l'aise? J'en doute, et le langage des journaux russes est clair.

Quant à la France, elle a vivement ressenti la blessure, trop même. L'esprit d'opposition l'a exagérée. Il y a remède à tout. Il s'agit seulement de le trouver.

Or, qu'a-t-on fait? On a d'abord cherché à se consoler par le principe des grandes agglomérations. Toujours l'utopie! On a tâtonné des compensations, plus apparentes que réelles. Mais l'apparence même a fait défaut. La logique des faits est impitoyable. Ce qu'on a semé, il faut le récolter.

Alors on a armé pour rétablir un équilibre *moral*, on a armé jusqu'aux dents. A quel prix! Nous le savons tous. Puis on a pris des poses. On s'est rattaché à la ligne du Mein. On a défendu à la Prusse de la franchir. C'est enfoncer une porte ouverte, car la Prusse ne se soucie pas pour le moment de franchir ce Rubicon. Le temps n'est pas venu. Il faut qu'elle digère ce qu'elle a consommé. Mais elle le digérera : la semence est jetée, la moisson viendra.

Que faire? Attendre? C'est le plus sage pour peu qu'on ait l'habileté de profiter du temps. Mais la politique actuelle ne comporte pas cet élément. Elle vit au jour le jour. Elle est pressée. Demain pour elle n'existe pas.

La guerre? Mais c'est une grosse affaire. Que de risques, que de frais! Et dans quel but? Pour défaire simplement ce qui s'est fait. On le pouvait en 1866. Aujourd'hui ce n'est pas facile. Où sont les alliés? Tirera-t-on l'épée pour la défense du vieux droit européen que l'on a battu en brèche, ou pour avoir une part du gâteau? Mais alors on risque de hâter l'unité allemande par une intervention intéressée.

Et quel profit réel? Deux provinces mal contentes, un grand fleuve pour frontière compenseraient-ils pour l'avenir de la France le danger de l'Allemagne unifiée?

D'ailleurs, la guerre répugne. On sait qu'elle ne procure rien et ne résout rien. Elle enfante de nouveaux conflits: 1807 amène 1813. Aujourd'hui ce sont les peuples qui se battraient. Les haines seraient éternelles: l'esprit moderne les condamne et veut la concorde, la paix, les échanges.

Nous l'avons dit, c'est une impasse.

Voyons ailleurs.

La Prusse. Est-elle plus heureuse? Elle est au lendemain de la conquête, l'ivresse dure encore. Mais déjà s'aperçoit le revers de la médaille. Grandeur oblige. Les finances plient sous le fardeau, tous les ressorts sont tendus outre mesure. L'œuvre de la force ne se soutient que par la force. Les désaffections se multiplient. Le présent est lourd, l'avenir incertain. Le roi est vieux, Bismark est mortel. Et après, que faire de ce glorieux, mais pesant héritage? Achever l'entreprise. Mais que de périls! La

Prusse ne risque-t-elle pas de se noyer dans la grande Allemagne comme le Piémont dans l'Italie ? La force qui l'aide à maintenir la confédération restreinte ne diminuera-t-elle pas en mesure de l'extension ? Et le catholicisme, l'ultramontanisme du Sud ? Et le révolutionnarisme, le radicalisme, le socialisme qui se propagent même en Prusse ? L'unité républicaine n'est-elle pas au bout de nouvelles violences faites aux souverainetés de droit divin ? De tous côtés des écueils. Attendre l'arme au bras, avec le parlementarisme qui se réveille, la France et l'Autriche qui veillent et épient le moment de frapper? Attendre quoi ? Que l'effet de la victoire s'affaiblisse ; que les mécontentements grossissent ; que le fardeau des impôts écrase le pays ; que l'édifice inachevé craque et se dissolve, une fois disparus les causes qui l'ont fait naître et les hommes qui l'ont créé ?

Nous ne craignons pas de l'affirmer, l'impasse existe là comme ailleurs.

Et l'Allemagne ! Quel dilemme ! Arrivera-t-elle à l'unité monarchique, impériale, fédérale ou républicaine? Se scindera-t-elle en deux confédérations, Nord et Sud ? Aura-t-elle la triade ou le dualisme avec la confédération du Rhin ?

Qui pourrait le dire ? Et cependant toutes ces questions sont vitales pour elle et pour l'Europe.

Quant à l'Autriche, c'est pire encore.

Ainsi que l'araignée, l'Autriche avait tendu ses fils dans toutes les directions : Italie, Allemagne, Pologne, Orient.

Mais qui trop embrasse mal étreint. Les fils étaient trop faibles et les mouches trop grosses. La toile a rompu de toutes parts.

La patiente araignée travaille à la refaire, mais sans possibilité de succès. Le dualisme tourne au duel. Avec plus de charlatanisme que de véritable habileté, M. de Beust a cru faire la part du feu, il lui a fourni de nouveaux aliments. Lui-même ne croit pas à son œuvre et se tient prêt à la défaire et à la refaire. Comment ? dans quelle direction ? Il l'ignore. Le sort en décidera. A l'Italie il semble avoir renoncé. L'Autriche redeviendra-t-elle allemande ? sera-t-elle polonaise, slave, hongro-danubienne ? *Chi lo sa !*

Mais à mesure que s'étend le rayonnement de ses convoitises, la force digestive va en diminuant. Il en résulte qu'au lieu de manger les autres, il ne lui reste guère qu'à savoir à quelle sauce elle sera mangée : sauce hongroise, fédéraliste, slave, allemande ? Peut-être sera-ce à toutes à la fois.

Les habiletés de M. de Beust n'y peuvent rien. Il crée au dehors le désordre et l'agitation afin d'harmoniser l'atmosphère extérieure et intérieure. Il rêve le retour de ces médiations hardies et perfides qui, en d'autres temps, ont fait à l'Autriche un prestige factice. Mais il y a temps pour tout. Aujourd'hui, la force intrinsèque domine ; l'Autriche n'en a point. Elle est au-dessous de la Turquie, qui a du moins pour se soutenir une minorité musulmane immuable et l'appui de l'Europe occidentale.

Et pourtant le sort de l'Autriche est un grand intérêt européen. C'est un monde maintenu à l'état chaotique, mais qui veut naître, qui doit vivre, qui vivra !

Quand ? comment ? C'est le secret de la Providence, puisque la raison et la prévoyance humaines sont en désarroi.

Ici il n'y a pas seulement impasse, il y a gouffre, abîme de tous côtés.

Nous ne parlerons pas de l'Orient. Là le problème est factice. L'impasse est volontaire. Les éléments de solution sont tout prêts. Ils sont mûrs. Que l'Europe sorte de l'ornière où elle est embourbée, et la question d'Orient sera réglée.

Il ne reste sur notre vieux continent que deux États qui, tout en subissant le contre-coup de la situation confuse de la politique générale, en souffrent moins et sont en mesure d'attendre patiemment l'issue. Ce sont l'Angleterre et la Russie.

L'Angleterre est une île. Sa position l'a toujours isolée de l'Europe continentale. A l'abri de ses côtes et de ses flottes, il ne lui déplaît pas de voir l'Europe désunie. Sa sécurité y gagne. Ce qui lui déplairait, ce serait de voir le Continent régler ses affaires en dehors d'elle.

Grâce à Dieu et à sa politique, elle n'en est pas là.

La France et la Russie, séparées et isolées faute de s'entendre, la grande Prusse, son alliée, interposée entre les deux et faisant face à l'une et à l'autre, tout cela lui convient.

Elle maintient avec soin ce *statu quo* sous le prétexte d'un dévouement désintéressé pour la paix.

Le poids de l'Amérique qui pèse sur elle, est bien pour quelque chose dans cette attitude de réserve. Mais il est certain aussi qu'elle a lieu d'être satisfaite de la situation. Elle s'est servie de la France pour éloigner la Russie de l'Orient. Elle la contient par la Prusse et l'enveloppe du réseau des intérêts financiers et commerciaux.

Un moment, elle a paru la craindre en Italie, mais actuellement elle est rassurée. L'Espagne, qui autrefois a été un motif de brouille, est hors de cause. La France a eu le talent de s'aliéner l'Amérique. Elle ne peut plus porter

ombrage à la politique anglaise qu'elle continue à servir par son rapprochement avec l'Autriche en Orient.

Tout est donc pour le mieux dans le meilleur des mondes... britanniques. L'Angleterre regarde, laisse faire, concilie, pacifie, et se tient à l'écart. En attendant, elle diminue ses impôts, accroît ses revenus, et règle sagement ses intérêts intérieurs.

Quant à la Russie, l'isolement politique ne l'effraye pas. Au contraire, inattaquable chez elle, elle est trop grande pour avoir besoin d'extension territoriale. Elle fait des conquêtes pacifiques sur son propre sol, mille fois plus précieuses que ne le seraient des accroissements de territoire.

Le temps qu'elle y emploie n'est pas du temps perdu. Tout au contraire, car le défaut de sa position politique était qu'ayant grandi trop vite, ses forces vitales intérieures n'étaient plus en harmonie avec sa taille. Ce vice de conformation, elle est en train de le réparer. Loin de vouloir précipiter des complications, elle a tout à gagner à les ajourner, parce que le jour des solutions venu, elle pourra jeter dans la balance un poids assez considérable pour sauvegarder ses intérêts dans les grandes questions qui s'agitent autour d'elle.

Ne soyons donc pas dupes des inepties débitées par les courtiers marrons de l'agiotage politique.

Mais, tout en récoltant le bénéfice du temps, la Russie ne peut cependant pas rester indifférente à ce qui se passe dans l'intervalle sur la scène politique de l'Europe.

Elle n'a rien à objecter au *statu quo*, mais il pourrait s'effectuer de graves altérations d'équilibre qui créeraient pour elle des situations dangereuses.

Sous ce rapport, de quel œil doit-elle envisager les résultats de la guerre de 1866 ?

Il ne faut pas être très-perspicace pour se convaincre que le cabinet de Saint-Pétersbourg n'en est pas satisfait. Ce cabinet se gère d'après des traditions et non d'après des utopies. Or, la tradition lui rappelle que de tout temps la Russie a travaillé à maintenir au centre de l'Europe un certain équilibre, et que toutes les fois qu'il a été menacé, elle a cherché à le rétablir par des alliances.

En 1779, à Teschen, elle a achevé une médiation de concert avec la France.

En 1802, l'empereur Alexandre Ier s'est concerté avec l'empereur Napoléon Ier pour régler la grosse question des indemnités germaniques, qui était une révision complète de la constitution germanique. Cette révision s'est effectuée d'après les principes posés à Teschen, c'est-à-dire : le droit et l'intérêt que la France et la Russie, comme grandes puissances européennes, ont de veiller au maintien d'un équilibre central. Les indemnités ont été réparties entre les États allemands, de manière à conserver la pondération des forces nécessaires à la sécurité de l'Europe, tout en affranchissant l'Allemagne du morcellement excessif légué par les institutions du moyen âge et qui l'épuisait. — Les petits État sont été protégés. L'empereur Napoléon Ier prit en juste considération les liens de parenté existant entre la maison impériale de Russie et les cours de Bavière, Bad et Wurtemberg. L'accord fut complet, le résultat auss équitable et satisfaisant pour tout le monde que cela était possible dans une liquidation qui embrassait des intérêts si compliqués et de si ardentes convoitises.

Plus tard, les conquêtes de Napoléon Ier effrayèrent

l'empereur Alexandre. Elles menaçaient cet équilibre européen qui était le plus grand intérêt de la Russie, le rempart de sa sécurité. De là les coalitions de 1805 à 1807, interrompues par l'alliance de 1808, couronnées par 1812 et 1813.

Au sortir de ces terribles luttes, la Russie rentre dans ses traditions d'équilibre. Elle s'oppose énergiquement aux violentes réactions de haine contre la France. Ce n'est pas seulement par un sentiment de générosité, mais par calcul. Il faut à la Russie une France forte et prospère. Si cet élément essentiel est supprimé, l'équilibre est rompu, l'Angleterre, l'Allemagne deviennent trop prépondérantes. En 1815, la même préoccupation domine. Il y eut des fautes commises. Peut-on séparer les hommes du milieu d'idées où ils ont vécu? On sortait d'une lutte de géants. La France même vaincue était un épouvantail. On érigeait contre elle tous les boulevards matériels et moraux possibles. Néanmoins, la pondération des forces reste la base de la politique russe. Dans les affaires allemandes, c'est le principe essentiel. L'Allemagne est envisagée comme une confédération d'États souverains et indépendants unis par un lien fédéral exclusivement *défensif* et qui ne peut devenir offensif sans prendre un caractère menaçant pour la sécurité de l'Europe.

Après 1815 vient la période des alliances conservatrices. Quand un édifice a été si péniblement élevé, on s'attache à sa conservation, c'est naturel. Durant cette période, le cabinet de Saint-Pétersbourg maintient l'équilibre entre les deux puissances allemandes ; toutefois ses préférences sont pour l'Autriche, parce qu'elle est plus absolument, plus passionnément attachée au système conservateur. Pourtant l'empereur Nicolas est le gendre, plus tard le

beau-frère du roi de Prusse. Mais de nos jours même, dans les monarchies absolues, l'intérêt politique l'emporte sur les affaires personnelles et les liens de famille.

En 1848, la Russie arrête par sa fermeté la Prusse sur le seuil de l'empire germanique, elle la force à évacuer le Holstein; elle sauve l'Autriche en 1849, par l'intervention en Hongrie. Elle rétablit l'édifice européen sur ses antiques bases, non pas au détriment de ses propres intérêts et par engouement pour une politique de principes et de sentiment, mais parce que dans les idées d'alors, le maintien de l'équilibre historique de l'Europe est, pour la Russie comme pour tout le monde, l'intérêt *primordial* auquel doivent se subordonner les intérêts secondaires ou accidentels.

A Olmutz, le principe fondamental de la politique russe est sauvegardé : l'Allemagne *confédération défensive* et non *coalition offensive*. La pondération est maintenue entre les deux grandes puissances germaniques, l'indépendance des États secondaires préservée.

Cette immuabilité des principes politiques en présence de la mobilité des événements, est-elle sagesse ou est-elle erreur? Est-ce la prévoyance et la clairvoyance qui distinguent, au milieu des agitations humaines, les grandes lois permanentes de la statique politique, ou bien est-ce aveugle engouement pour la tradition? A cela, le présent répond déjà; l'avenir répondra mieux encore.

Dans ces conditions, est-il possible d'avoir des doutes sur les dispositions actuelles de la Russie?

L'empereur de Russie est le neveu du roi de Prusse, il l'aime et le respecte. Mais l'empereur Nicolas était lié par une parenté plus directe encore, cela ne l'a pas empêché de marcher dans le sens qu'il croyait le plus conforme aux

intérêts de son pays. La maison impériale de Russie n'est pas moins étroitement unie au Danemark, dont l'alliance est en outre une vieille tradition. A-t-elle pu voir avec indifférence l'écroulement de cette antique monarchie ? — La Russie n'a-t-elle pas des intérêts de premier ordre dans la Baltique ? — Peut-elle être indifférente au changement d'équilibre qui s'est accompli dans ces parages le jour où Kiel est devenu un port prussien ?

A-t-elle des motifs pour abandonner les traditions d'équilibre politique qui l'ont toujours guidée dans les affaires allemandes? Nullement. Le cabinet de Saint-Pétersbourg n'a pas cessé de rappeler ces traditions, nommément en 1863, lorsque commencèrent à s'agiter ces questions germaniques. Il y a donc tout lieu de croire que si l'Europe, la grande Europe neutre, créatrice et garante de l'ordre de choses établi au centre du continent, s'était mise d'accord pour réclamer au moins sa part de contrôle dans la modification d'une œuvre fondée et garantie par elle, la Russie se serait jointe avec empressement. Il est très-probable que si, en présence des faits de guerre, si rapidement accomplis, cette grande Europe neutre s'était concertée pour maintenir du moins une certaine pondération entre le nord et le sud de l'Allemagne, en plaçant une confédération du Sud sous la présidence de l'Autriche comme contre-poids à la confédération du Nord présidée par la Prusse, la Russie se serait associée sans hésitation.

D'où vient qu'il n'en a pas été ainsi ?

Pourquoi suppose-t-on aujourd'hui la Russie réconciliée avec la rupture d'équilibre accomplie au profit de la Prusse, à tel point que l'on doute même de sa neutralité en cas de

guerre sur le Rhin, et que l'on croit à une alliance toute faite entre elle et la Prusse.

Est-ce une aberration de la politique russe ou un calcul basé sur des motifs sérieux ?

A cela, la réponse est facile en suivant la marche successive des événements.

La grande Prusse est née le jour où la question polonaise, soulevée par la France, a séparé celle-ci de la Russie.

Une fois le fait accompli, les choses ont-elles changé ? La France n'a point cherché le remède dans la suppression de la cause. Elle a poursuivi ses intérêts particuliers en Vénétie, sur le Rhin, dans le Luxembourg, en Belgique.

Sur le terrain de la politique européenne, elle a recherché l'alliance de l'Autriche, appuyé les aspirations de tout genre de M. de Beust en Pologne, en Orient, donné une cause au rêve de l'État danubien, rempart présumé contre les invasions du panslavisme russe en Occident.

Elle a creusé l'abîme qui la sépare de la Russie. Elle a placé cette puissance dans la nécessité de choisir entre deux maux le moindre. Elle l'a forcée de reconnaître que la grande Prusse, liée d'intérêts avec elle sur la Vistule, désintéressée sur le Danube, avait moins d'inconvénients que la France prépondérante, alliée à l'Autriche et menaçant la Prusse en Pologne et en Orient.

Les conditions de l'équilibre ont ainsi été déplacées pour la Russie. Il s'est trouvé que la grande Prusse est devenue pour elle un élément essentiel de cet équilibre en contenant la puissance militaire de la France et de l'Autriche, également hostiles à ses intérêts vitaux. Le maintien de ce contre-poids est devenu une nécessité de premier ordre pour la Russie,

parce que sa suppression la laisserait seule en face de deux adversaires acharnés à sa perte.

Voilà comment, en politique, toute vérité est relative, et comment un faux point de départ conduit à de fausses conclusions.

Cette situation est-elle normale? Peut-elle se prolonger? doit-elle être modifiée? Comment? Par la guerre, une guerre générale, ou par un changement de système?

Nous l'avons dit et nous le répétons, nous n'aimons pas la guerre. Le temps des grands coups d'épée est passé. La preuve que cette conviction est générale, c'est que jusqu'à présent, malgré les irritations, les excitations, les armements, etc., etc., la guerre n'a point éclaté. On n'a plus foi dans les décisions de la force, l'*ultima ratio!* Il y a aujourd'hui d'autres considérations de morale politique fondée sur l'intérêt bien entendu, qui dominent et offrent des solutions plus solides et plus normales.

De deux choses l'une : ou bien la grande Prusse est le produit naturel, logique, légitime de ces considérations majeures, et, par une inévitable conséquence, elle doit, par les mêmes raisons, aboutir à la grande Allemagne sous une forme ou sous une autre.

En ce cas, nul n'a le droit de se mettre en travers d'un courant national, irrésistible. Le tenter serait une folie.

Ou bien la grande Prusse s'est faite par le hasard de la force, en foulant aux pieds ces considérations primordiales; en pareil cas l'œuvre est précaire, la force des choses la

défera. Le mieux est de l'abandonner à son cours naturel, en se tenant prêt à le seconder.

Mais, dans l'un et l'autre cas, l'équilibre doit être conservé, afin de mettre l'œuvre allemande, quelle qu'elle soit, en harmonie avec les intérêts généraux de l'Europe, et cela pour le bien de l'Allemagne autant que pour le bien de l'Europe.

Or, dans ce but essentiel, nous n'apercevons qu'une seule combinaison possible, c'est un rapprochement avec la Russie sur le terrain des intérêts communs, rapprochement non d'aventure et d'occasion, mais aussi durable que l'intérêt permanent qui l'exige; en un mot, une entente érigée à la hauteur d'un système politique.

Y a-t-il, de part ou d'autre, quelque obstacle qui s'y oppose? Cherchons.

De la part de la Russie nous n'en voyons aucun. Il n'y a pas d'intérêt national français qui soit en contradiction avec les intérêts nationaux russes. Ni sur le Rhin, ni en Italie, ni en Espagne, ni au delà des mers, ni même dans le bassin de la Méditerranée, théâtre de leurs luttes, nous ne voyons d'antagonisme fondamental.

Les préventions de principes qui les ont séparées jadis, n'ont plus de raison d'être. La Russie a renoncé à se faire en Europe le soutien des soi-disant principes conservateurs, contre l'invasion des idées libérales. Elle-même se les est inoculées, et si elle les pratique à sa manière, elle n'empêche personne de les appliquer comme il l'entend.

De la part de la France, nous ne voyons que trois questions qui tiennent la politique française éloignée de la Russie:

La Pologne, l'Orient, le fantôme du panslavisme.

Nous n'insisterons pas sur la première. Le cabinet fran-

çais paraît avoir compris la faute qu'il a commise en 1863. Il ne semble pas, malgré certaines apparences, disposé à la renouveler. D'ailleurs le terrain lui manquerait aujourd'hui, même pour une campagne diplomatique, car elle-même a déchiré les derniers lambeaux des traités de 1815.

Mais ce n'est pas assez, tant qu'on laisse subsister des apparences que le polonisme exploite et qu'utilisent aussi les puissances intéressées à entretenir la défiance entre la France et la Russie. Aussi longtemps qu'il en sera ainsi, la France doit bien se dire qu'elle jettera la Russie, malgré elle, fatalement, forcément, dans les bras de l'alliance prussienne qui n'a pas d'autre raison d'être.

Pour sortir de cette fausse voie, il faudrait avoir le courage de rompre hautement avec le passé, de renoncer aux encouragements indirects qui ont causé tant de mal à la malheureuse Pologne, et de déclarer que désormais la France s'abstiendra d'intervenir dans ce duel historique entre deux nations autrement qu'en prêchant à toutes deux la conciliation et la concorde.

Le jour où une telle déclaration sera faite sincèrement, loyalement envers les Polonais, comme envers les Russes, un grand pas aura été fait vers l'aplanissement des obstacles élevés entre la France et la Russie, et nous oserons le dire, vers un règlement plus satisfaisant des rapports entre la Russie et la Pologne. La France n'accomplirait donc pas seulement un acte de bonne politique, mais aussi d'humanité et de sympathie envers les Polonais.

Passons à l'Orient.

On a écrit, on peut encore écrire des volumes pour et contre les ambitions russes en Orient, et les conséquences qui peuvent en découler pour l'Europe.

Rien de pratique n'est sorti et ne sortira de ces polémiques. En fait, ce qui est incontestable et frappera les yeux de tous, c'est que le résultat net du système actuel est déplorable!

L'Orient reste dans le chaos, la paix générale est sous le coup d'une menace perpétuelle qui rend l'avenir aussi sombre que le présent. Et cette plaie permanente que l'Europe entretient à son flanc, se mêlant inévitablement à tous les maux qui l'affligent, les complique et les envenime. La pire de ces complications, c'est de fourvoyer de plus en plus la France dans une fausse voie qui l'éloigne et la sépare de la Russie.

L'Allemagne le sait bien. En 1852, lorsque le nouvel Empire évoquait les souvenirs du passé et la grande ombre de Napoléon, l'Allemagne n'eut pas de repos avant d'avoir rejeté sur la Russie, en Orient, l'orage qui menaçait le Rhin. Elle respira quand elle eut réussi à jeter entre la France et la Russie, au commencement d'un nouveau règne, ce brandon de discorde qui promettait de brûler longtemps! L'Angleterre, qui craint à la fois la France et la Russie, ne redoute rien tant que de les voir unies, souffla de toutes ses forces sur l'étincelle qui aboutit à la conflagration de 1854! Et nous avons joué, et nous jouons encore le jeu de nos ennemis!

Un autre fait non moins certain, c'est que quelles que soient les vues avouées ou secrètes de la Russie, il n'y a point de théâtre de guerre plus désavantageux pour elle que celui de la Turquie.

En 1828, la Russie était dans tout le prestige de sa force. La dynastie des Bourbons en France la ménageait comme le ferme soutien des principes monarchiques. L'Angleterre

était encore liée par le traité de Chaumont et le traité de 1815. L'Autriche était obligée de soutenir cette clef de voûte du système conservateur inventé par M. de Metternich. La Russie avait donc carte blanche en Turquie. Et pourtant il lui fallut deux ans, malgré l'appui de ses flottes dans la mer Noire, pour abattre le Sultan. Et lorsqu'elle y eut réussi, qu'arriva-t-il? Elle s'arrêta dans les plaines d'Andrinople, alors qu'il eût suffi d'un dernier coup pour achever l'empire ottoman!

Pourquoi? parce que, d'une part, la Russie savait bien que prendre Constantinople n'est pas le difficile, le difficile, c'est de le garder avec la certitude que jamais l'Europe ne consentirait à lui permettre de s'y établir, et qu'une coalition européenne faisant déboucher toutes les armées du continent sur les derrières des armées russes dans l'étroit espace qui sépare le Pruth de la mer Noire, eût rendu toute résistance impossible. D'autre part, parce que rien n'eût plus embarrassé la Russie que la chute de l'empire ottoman. Que mettre à la place? Un empire byzantin? Un empire slave? Tous deux sont également impossibles en présence de la divergence et de l'antagonisme des races.

Catherine II a pu y songer, parce que de son temps on ne s'inquiétait guère des nationalités, et que d'ailleurs à cette époque, toutes les races de l'Orient se confondaient, sous la dénomination de Grecs, dans leur haine commune contre l'islamisme. Mais aujourd'hui, ces temps ne sont plus. Le Slave, le Roumain et le Grec sont des éléments divers et inconciliables: que faire de toutes ces races? Des états distincts, voués à l'anarchie révolutionnaire et aux luttes intestines? C'eût été le chaos.

Ces considérations majeures ont-elles cessé d'exister? Nullement. Aujourd'hui, avec les grandes lignes de chemins de fer européens, la position de la Russie est stratégiquement plus mauvaise encore en Turquie, et les éléments moraux et politiques du problème oriental présentent plus de dissonance encore. Si la Russie soutenait les Slaves, l'Europe pourrait compter sur les Roumains et les Grecs.

Nous ne craignons donc pas de le dire : la France peut être pleinement rassurée sur les éventualités dont certains alarmistes intéressés font sans cesse miroiter la menace. Jamais l'Europe ne laissera la Russie s'établir à Constantinople, et elle aura toujours les moyens de l'en empêcher. La Russie le sait parfaitement et ne risquera jamais de provoquer une coalition dans des circonstances aussi défavorables, pour le douteux avantage d'une conquête excentrique impossible à garder. Quant à l'influence *morale* de la Russie sur les chrétiens d'Orient, mot vague dont on se sert aujourd'hui pour effrayer l'opinion, c'est un argument qui ne soutient pas l'analyse. Ce qui fait précisément l'influence de la Russie en Orient, c'est qu'elle seule protége et défend les chrétiens tandis que l'Europe soutient leurs persécuteurs. Le jour où la France, renonçant à ce rôle odieux, s'associera franchement à la Russie, elle peut être certaine de partager avec elle les sympathies des chrétiens.

Elle peut même s'en promettre la plus grosse part à cause des immenses ressources qu'elle peut mettre à leur disposition dans les voies du progrès et de la civilisation De nos jours, c'est l'argument irrésistible et, sous ce rapport, la Russie n'est pas en mesure de faire concurrence. En dernière analyse, s'il fallait absolument entrer en lutte d'influence morale, nous répéterons que la France sera tou-

jours assurée d'entraîner dans son orbite politique les unes ou les autres de ces races rivales que la Russie ne pourra jamais contenter toutes à la fois.

Ainsi les craintes sur lesquelles repose la politique actuelle de la France en Orient sont tout à fait chimériques. L'espoir d'effacer les divergences de races sous le niveau commun du progrès matériel, n'est pas moins illusoire. On ne concilie pas le feu et l'eau. L'un doit forcément détruire l'autre. Le système qui repose sur ces deux illusions est donc radicalement faux. Il est stérile pour l'Orient, qui reste livré aux hasards de crises violentes; il est nuisible en Europe, parce qu'il rend impossible toute entente entre la France et la Russie.

Quel est le programme avoué de la politique russe en Orient?

Le cabinet de Saint-Pétersbourg demande deux choses:

1° Une entente générale de l'Europe pour développer par une pression morale collective l'autonomie des différentes races qui peuplent la Turquie, afin que chacune d'elles s'administrant elle-même, arrive progressivement à la vie civile et politique nationale indépendante.

2° Qu'en cas de crise, les puissances s'accordent pour faire prévaloir le principe de non-intervention.

Y a-t-il dans ce programme quelque chose qui blesse les traditions ou les intérêts de la France ?

Nullement. La France a concouru à l'émancipation de la Grèce, à celle de l'Égypte et de la Roumanie. Elle a toujours mis son honneur et son intérêt à soutenir l'indépendance des nationalités de l'Orient. Quant à la non-intervention, elle en a fait longtemps un de ses dogmes politiques.

Puisque le gouvernement français peut être sûr de déjouer toute arrière-pensée du gouvernement russe en dehors de ce programme, si ces arrière-pensées existent, pourquoi ne pas tendre franchement et loyalement la main à la Russie sur ce terrain ?

Pourquoi ne pas se placer carrément dans une voie qui d'une part laisserait entrevoir une issue rationnelle de cette formidable question d'Orient, honte et fléau de l'Europe, tandis que d'autre part elle assurerait les éléments d'un équilibre continental ?

Pourquoi ? Nous le disons à regret, parce que la France traîne le boulet de l'alliance anglaise.

A Dieu ne plaise que nous blâmions la sage politique qui a substitué une cordiale entente, entre deux nations voisines, aux luttes séculaires qui les armaient l'une contre l'autre à leur mutuel détriment.

Mais il y a mesure à tout ; si l'alliance doit avoir le même effet que la guerre, c'est-à-dire de paralyser et d'enchaîner la France, dans la poursuite de ses plus chers intérêts, de l'amoindrir et de l'exposer à subir des altérations d'équilibre menaçantes pour sa sécurité, nous ne voyons pas où serait l'avantage. Or, l'alliance anglaise n'a eu que des résultats négatifs. Dans la guerre de Crimée, elle a fait servir la France à des buts purement anglais. En Italie, elle l'a laissée faire, mais en appuyant tous les éléments qui pouvaient dénaturer son œuvre. Au Mexique, elle l'a entraînée et abandonnée. En Pologne, elle l'a excitée et plantée là après l'avoir brouillée avec la Russie. En Allemagne, elle applaudit et soutient la grande Prusse qui devient son alliée à la fois contre la France et contre la Russie.

Est-ce là une alliance utile ?

Certes, nous ne voulons pas la guerre avec l'Angleterre. Nous savons quelles calamités la seule possibilité d'une rupture apporterait au milieu du réseau des liens financiers, commerciaux et industriels qui lient les deux pays. Mais n'oublions pas que ces calamités n'existent pas à un moindre degré pour l'Angleterre qui, de plus, a la certitude en pareil cas d'avoir les États-Unis sur les bras.

La position est pour le moins égale, et par conséquent nous croyons que la France, tout en conservant ses bonnes relations avec l'Angleterre, est en mesure de suivre une politique indépendante, surtout lorsqu'elle a en vue la paix et l'équilibre de l'Europe, et de rechercher dans ce but des alliances solides.

Reste le troisième point, le panslavisme.

Nous avouons que, pour notre part, nous ne croyons guère à ce fantôme dont on épouvante l'Europe.

Si les Slaves d'Autriche tournent en ce moment les yeux et les bras vers la Russie, c'est que comme en Turquie, ils se sentent menacés, persécutés dans leurs aspirations nationales et qu'ils n'ont à espérer de secours et d'appui que de la part de la Russie.

Mais de là à vouloir s'annexer à l'empire russe, il y a un abîme. Les petits États qui ont goûté de l'indépendance ne sont pas si pressés de s'en débarrasser pour se noyer dans un grand empire.

La Russie le sait très-bien; à part quelques idéologues sans valeur politique, personne ne songe à l'annexion des Slaves d'Autriche et de Turquie. Le jour où la Russie montrerait ce désir, elle rencontrerait la résistance invincible des Slaves séparés d'elle par d'autres races, et dont un grand nombre professent le culte catholique ou grec uni.

Il n'existe qu'une seule forme possible pour réaliser l'idée panslaviste, c'est la fédération.

Mais si jamais elle s'exécutait, l'Europe pourrait être parfaitement tranquille. Le propre des fédérations est de priver les États qui s'y adonnent de toute puissance politique. Les rivalités intérieures et l'anarchie les paralysant inévitablement.

Dans tous les cas, quelle que soit l'opinion que l'on se fasse sur ces questions, il y a un fait certain, incontestable : c'est que le jour où le panslavisme deviendrait menaçant pour l'Europe, il rencontrerait immédiatement un adversaire implacable, acharné, irréconciliable le germanisme.

La France pourra toujours assister calme et paisible à la lutte terrible qui s'établirait entre ces deux éléments aussi incompatibles que le feu et l'eau. Elle sera toujours en mesure de jeter dans la balance le poids de ses forces, afin d'assurer au conflit l'issue la plus conforme à ses intérêts.

Laissons donc de côté ces épouvantails dont on a trop abusé. A la longue, les oiseaux eux-mêmes cessent de s'effrayer des mannequins que l'on dresse dans les champs.

Restons dans la réalité des choses, et résumons-nous.

Le système politique de l'Europe, érigé en 1815, déjà ébranlé en 1848, a croulé en 1856, sous les coups du second Empire français.

L'état de choses qui a succédé n'offre qu'une confusion sans pareille.

On a fait de la politique au jour le jour : politique d'expédient, sans système, sans prévoyance, sans stabilité. Quelques succès apparents ont fait illusion. En attendant, les lois immuables de la statique politique ont suivi leur

cours naturel. L'unité italienne a ouvert les voies à l'unité allemande. L'équilibre a été détruit au préjudice de la France, obligée de s'armer jusqu'aux dents pour le rétablir au moins moralement.

Le fardeau financier qui pèse sur elle n'est que le moindre des inconvénients de cette situation. Le pire, c'est l'instabilité. Tout le monde sent que la guerre est au bout de cette paix armée, et tout le monde proteste contre cette brutale extrémité. La guerre ne se fait point, mais elle reste suspendue comme une menace permanente. Il n'y a nulle part de sécurité et les affaires en souffrent.

En un mot, il y a impasse onéreuse, pénible pour tout le monde.

Pour en sortir, il faut revenir à un système politique rationnel.

La France, par sa position géographique, sa puissante unité, sa valeur militaire incontestable, est plus que toute autre en mesure d'imprimer aux oscillations de la politique européenne un mouvement régulier et stable, conforme aux exigences de la sécurité et de la solidarité générale.

Pour le moment, c'est au centre que l'équilibre est altéré. C'est aux extrémités que doit se produire la pondération qui seule peut le rétablir.

Une entente de la France et de la Russie atteindrait ce résultat.

Elle peut s'accomplir sans aucun sacrifice sérieux de la part de la France.

Le jour où la Russie voudrait en abuser pour menacer l'Europe ou l'Orient, la France serait assurée du concours de l'Europe entière pour contenir cette ambition dans de justes mesures.

L'accord de ces deux puissances n'est pas seulement désirable au point de vue politique.

La Russie est en voie de progrès. Ses ressources naturelles sont immenses. Les engins nécessaires à leur exploitation lui manquent encore. Elle les recherche au dehors. Depuis des siècles, l'Angleterre, la Hollande et aujourd'hui l'Allemagne, sont en possession de les lui fournir.

La France, avec son immuable légèreté, a dédaigné de leur faire concurrence. Louis XIV affectait d'ignorer un Empire de 50 millions d'hommes ! Dès 1766, l'Angleterre concluait avec Catherine II un traité de commerce qui lui assurait le monopole du trafic avec la Russie, et cette circonstance influa puissamment sur l'attitude de l'Angleterre dans les questions de Pologne et d'Orient. Plus tard, M. de Ségur fut envoyé à Saint-Pétersbourg afin de négocier un traité de commerce ; mais la France n'était pas alors en mesure de profiter des marchés lointains.

Aujourd'hui il n'en est plus de même. L'industrie française est majeure. La Russie lui offre moralement et matériellement un marché avantageux : *moralement*, parce que ce pays est fatigué d'être exploité par les Allemands qui abusent sans vergogne de leur position et sont détestés en Russie ; *matériellement*, parce que l'industrie russe en est à ses premiers pas, et que, pendant longtemps encore, elle devra se borner à échanger ses matières premières contre des produits ouvrés.

Pourquoi la France négligerait-elle une source de profits qui la lierait à une grande nation par de mutuels avantages ? Le caractère du peuple russe est sympathique au peuple français ; ce sentiment s'est produit même sur les champs de bataille. La civilisation, la langue, les arts,

l'esprit français dans toutes ses manifestations, n'ont nulle part pénétré plus avant qu'en Russie. Politiquement, les intérêts des deux pays ne se heurtent pas et peuvent au contraire se servir mutuellement.

S'il n'y a pas là les éléments d'une solide alliance, nous ne savons pas où on les trouverait, et, si quelque chose doit surprendre, c'est qu'avec tant de motifs pour s'entendre, les deux nations restent encore séparées, désunies, presque hostiles.

Mais le moment actuel est décisif.

La France et la Russie ont trop de contacts pour pouvoir rester indifférentes l'une à l'autre.

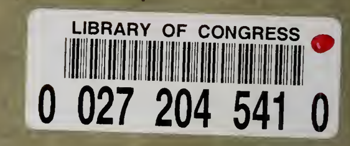
Si elles ne s'entendent point en présence de la grande Allemagne, elles se heurteront et créeront entre elles une implacable animosité.

La haine d'une nation de 70 millions d'hommes qui, bientôt, en comptera 100 millions, n'est certes point un bon calcul politique.

La Russie se couvre de chemins de fer, elle travaille à améliorer ses finances, elle aura plus d'un million de soldats. Elle ne pourra pas s'isoler de l'Europe. Il lui faudra des alliances. Ayant un tel appoint à jeter dans la balance, elle en trouvera ; et, si la France s'obstine à lui refuser la sienne, c'est l'Allemagne qui en profitera.

A bon entendeur, salut !

PARIS. — IMP. E. MARTINET, RUE MIGNON, 2.



PARIS. — IMP. E. MARTINET, RUE MIGNON, 2